

Novembre
2013

Tourisme Communautaire équatorien, préservation de l'environnement et défense des territoires

Résumé de l'étude



Auteur: Fanny Roux

Quito, Equateur

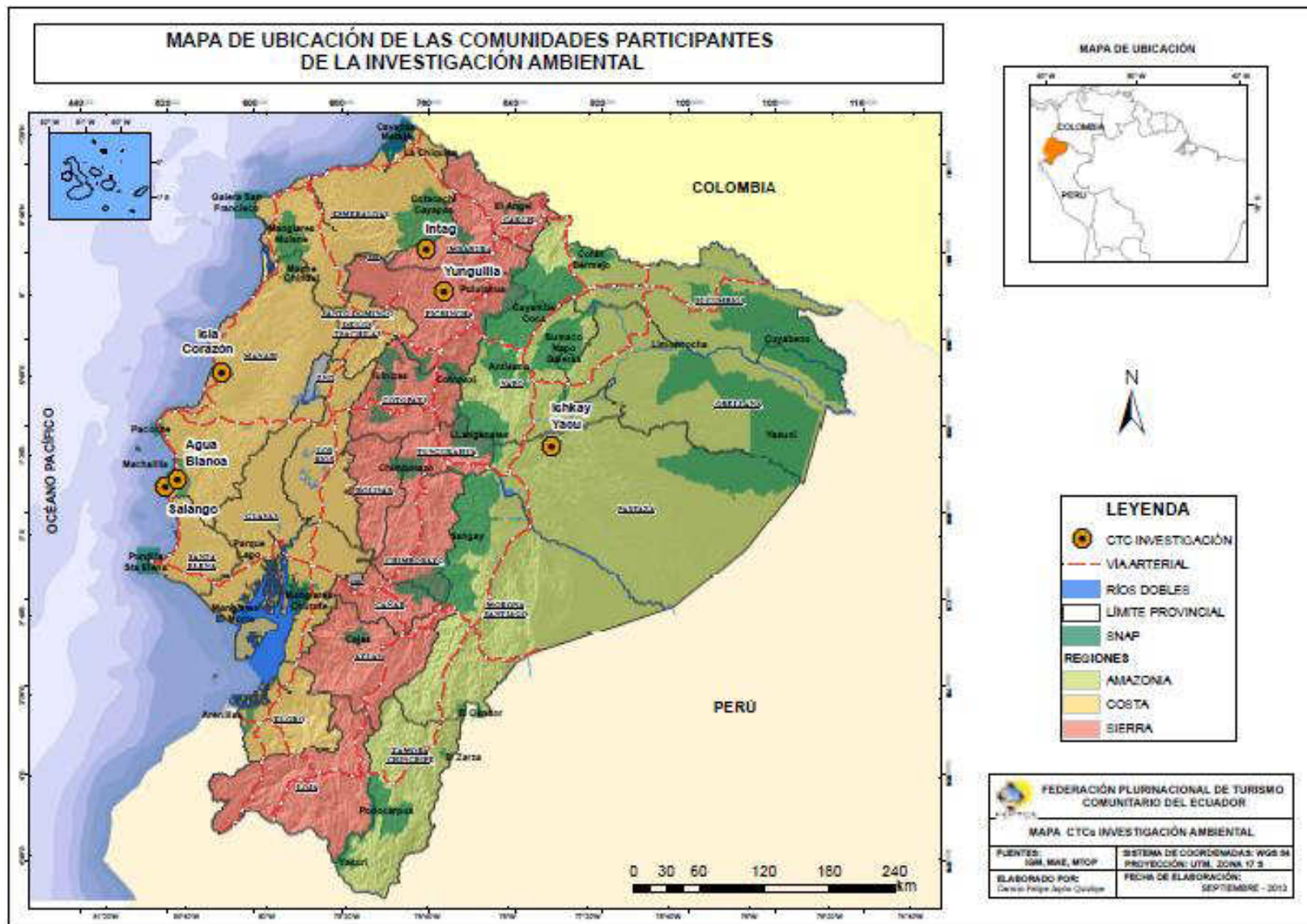


L'Équateur est un pays d'une diversité exceptionnelle, aussi bien du point de vue écologique que culturel. Cela lui confère un avantage comparatif au niveau mondial en matière de tourisme, principalement en termes d'écotourisme, dont la demande est croissante. Cette situation explique pourquoi l'Équateur souhaite se positionner comme une des principales destinations touristiques d'Amérique Latine. Cependant, force est de constater que cette grande diversité, nécessaire au tourisme, se voit de plus en plus menacée par la déforestation et la destruction d'habitats, la pollution et l'extension des activités pétrolières et minières, la chasse incontrôlée et le trafic d'espèces, le réchauffement climatique, entre autres. S'en suit un processus accéléré de détérioration de l'ensemble des écosystèmes, un phénomène qui favorise l'appauvrissement des habitants des zones rurales du pays. Dans ces conditions, on comprend l'existence d'un intérêt tout particulier pour les activités économiques compatibles avec la préservation de l'environnement, utiles à la lutte contre la pauvreté, et qui se construisent comme des alternatives à d'autres activités préjudiciables à la nature. Historiquement, le tourisme communautaire (TC) a cherché à s'édifier comme une de ces alternatives.

Pour la Fédération plurinationale du tourisme communautaire de l'Équateur (FEPTCE), protection de l'environnement et défense des territoires font partie des axes du TC. Dans le discours officiel des leaders de la Fédération, le TC est une activité économique environnementalement soutenable, qui va dans le sens d'une préservation de la nature, propose une alternative à des activités préjudiciables à l'environnement, et constitue un outil de défense des territoires communautaires face aux appétits d'acteurs externes. Jusqu'à présent, des études évaluant en profondeur la réalisation du discours dans les faits n'avaient pas été réalisées. L'étude présentée ici cherche justement à évaluer la situation en Équateur, à travers l'analyse de cas concrets, dans le but d'identifier les forces et les limites du TC en matière de protection de l'environnement et de défense des territoires.

Il s'agit également de présenter les causes des principaux conflits socio-environnement auxquels se confrontent les projets de TC. L'étude cherche en outre à expliquer comment le TC peut apporter au *Buen vivir*¹. Pour apporter des éléments de réponse sur ces problématiques, l'étude procède à une analyse quantitative de 21 expériences, qui regroupent aussi bien des réseaux locaux de TC que des projets autonomes. Elles représentent un total de 83 opérations de TC, réparties sur les trois régions continentales du pays : la côte, les Andes et l'Amazonie. Six des 21 expériences font l'objet d'une recherche approfondie pour permettre une analyse qualitative. Le travail a finalement été complété par un atelier participatif sur les résultats et conclusions de l'étude, qui réunissait une partie des membres de la FEPTCE.

¹ Le *Buen Vivir* (littéralement, *bon vivre*) est un modèle de vie qui promeut des relations soutenables avec la nature et des comportements moins tournés vers le consumérisme. L'expression vient du concept kichwa *Sumak kawsay*, qui considère chaque personne comme faisant partie de la communauté humaine qui, à son tour, est l'une des composantes de la *Pachamama*, la terre-mère. Il s'agit d'un concept central dans la nouvelle constitution équatorienne de 2008, pionnière dans la reconnaissance de droits à la nature.

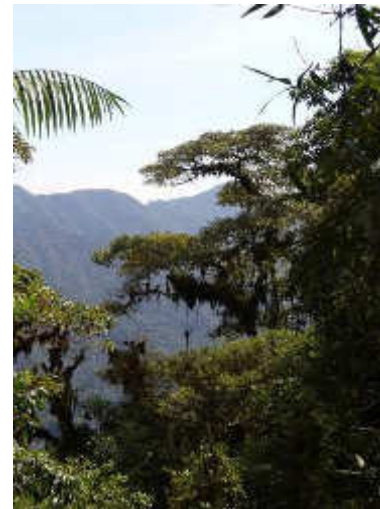


Carte de localisation des communautés de l'étude. Auteur : Japon D., 2013.

Yunguilla

Le cas de Yunguilla, dans les Andes, montre comment, grâce à l'alternative économique du TC, la communauté a pu abandonner la fabrication de charbon de bois responsable du déboisement de la moitié du territoire communautaire, initialement occupé par une forêt de brouillard. Parallèlement au TC, la communauté Yunguilla a développé divers projets de protection de l'environnement, la flore, la faune et les paysages étant les principales attractions touristiques de la zone. Depuis 1997, la communauté a planté chaque année environ 8.000 arbres d'espèces locales. Ses leaders estiment que 30% de ce qui fut coupé a été reboisé (action communautaire combinée à la reconquête naturelle du milieu), provoquant des effets positifs sur les ressources locales en eau. La communauté est impliquée dans la protection de l'ours à lunettes, une espèce menacée, que la population chassait auparavant. Parmi les principaux projets développés par Yunguilla, il convient de citer la création en juin 2013 de la Zone de Protection et de Développement territorial soutenable Yunguilla ("Área de Conservación y Uso sustentable de Yunguilla", ACUS), un projet pilote qui cherche à rendre compatible protection de l'environnement et développement local, à travers la mise en œuvre d'un plan de gestion territorial, élaboré avec la communauté. Cet espace fait partie du Sous-système métropolitain des zones protégées (SMANP) du District Métropolitain de Quito. L'ACUS couvre la moitié du territoire communautaire, celle occupée par les activités humaines. L'autre moitié, couverte de forêts primaires, est déjà classée comme forêt protégée. Par conséquent, le territoire de Yunguilla va renforcer son rôle de corridor écologique, faisant le lien entre les nombreuses réserves naturelles qui l'entourent. A l'ensemble de ces initiatives s'ajoute le fait qu'en 2011, Yunguilla a défendu la zone d'une tentative d'intrusion d'une entreprise de construction de centrales hydroélectriques, qui souhaitait ouvrir une route à travers le territoire communautaire et la forêt protégée. Le cas de Yunguilla démontre donc que, lorsque la population

est formée sur les thématiques environnementales et qu'elle dispose d'une alternative économique durable, elle peut changer ses pratiques et se transformer en un acteur clé de la protection de l'environnement.



Íntag

La région d'Íntag (sept paroisses), dans les Andes Tropicales, se situe au point de rencontre de deux des 34 hotspots mondiaux de biodiversité. Depuis les années 1990, une partie de la population s'oppose à un projet de mine de cuivre à grande échelle. Elle a réussi par le passé à expulser deux entreprises étrangères, la première était japonaise et la seconde canadienne. Durant cette lutte territoriale, elle a dû faire face aux actions des forces paramilitaires menées par la seconde entreprise, à la criminalisation des leaders locaux, aux divisions internes et au chaos social. Lorsque l'entreprise japonaise a procédé à l'exploration minière de la zone, une étude d'impact environnemental a été réalisée². Elle prévoit des conséquences environnementales dramatiques : déforestation massive, assèchement du climat local et désertification, pollution des ressources en eau par métaux lourds, impacts sur l'habitat d'espèces en danger d'extinction, impacts sur la Réserve écologique Cotacachi-Cayapas voisine, entre autres problèmes. Certains impacts négatifs sont également prévisibles au niveau socio-économique : déplacement d'au moins 100 familles (quatre communautés), augmentation de la délinquance, décomposition sociale et culturelle des communautés, développement de conflits sociaux, perte de superficies agricoles et de souveraineté alimentaire, impacts négatifs sur la condition des femmes, possibles violations des droits de l'Homme, impacts sanitaires négatifs, etc. Du point de vue économique, des études³ mettent en évidence que la dépendance

² Etude d'impact environnementale de 1996 réalisée par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA).

³ Diverses études citées dans : Kocian, M., Batker, D., Harrison-Cox, J. 2011. *Estudio ecológico de la región de Íntag, Ecuador: Impactos ambientales y recompensas potenciales de la minería*. Earth Economics. Tacoma, WA, Estados Unidos. 111 p.

d'un pays aux industries d'extraction est associée au niveau mondial à des processus de déclin économique. En outre, les impacts environnementaux de ce type d'activité provoqueraient des pertes d'emplois dans d'autres secteurs économiques (agriculture, tourisme...) et détruiraient le potentiel de croissance de certaines d'entre elles dans le futur, en particulier en ce qui concerne le tourisme. Différentes études ont été réalisées à Íntag. Une d'entre elles (Kocian et al, 2011), estime que la valeur économique des services éco-systémiques de la Nature dans cette région est supérieure à la valeur estimée du gisement de cuivre. Une étude prospective⁴ compare le scénario minier à l'alternative « tourisme-agriculture » proposée localement. Elle conclut qu'il s'agit de scénarios totalement incompatibles, que la solution du tourisme peut générer beaucoup plus d'emplois que l'exploitation minière, et cela, à long terme, contrairement à l'activité minière qui ne durerait qu'environ 18 ans. De plus, on peut estimer que les coûts de la réhabilitation des dommages environnementaux dus à l'extraction minière à ciel ouvert, dans une zone tropicale comme celle d'Íntag, seraient très élevés. Ils pourraient même être supérieurs à la valeur du gisement métallique. Dans le monde, jusqu'à présent, on ne connaît pas de cas de mines de métaux à ciel ouvert, en zone tropicale, qui aient évité des phénomènes hautement polluants, tels que le drainage acide de roche⁵.

⁴ Larrea, C. 2012. *Análisis Multicriterial sobre las alternativas de desarrollo en Íntag: Escenarios prospectivos para las opciones de turismo-agricultura y minería*. Universidad Andina Simón Bolívar. Ecuador, Quito. 26 p.

⁵ Acosta A. 2009. *La maldición de la abundancia*. Ed. Abya Yala. Ecuador, Quito. 239 p.

A Intag, la population ne s'est pas contentée de s'opposer au projet minier: elle a basé sa stratégie de résistance sur la création d'alternatives économiques compatibles avec la protection de l'environnement dans le cadre d'un processus de démocratie participative (développement du TC et de l'agroécologie (café Rio Intag), projet HidrolIntag de microcentrales hydroélectriques destinées à la production d'énergie renouvelable, entre autres). Le canton Cotacachi, où se trouve Intag, a notamment reçu en 2002 le prix « Ville pour la paix » de l'UNESCO, en reconnaissance de sa politique sociale et de démocratie participative. Une autre stratégie de résistance a consisté en l'adoption de mesures légales visant à interdire l'activité minière dans la zone : en 2000, le conseil municipal de Cotacachi a adopté une ordonnance déclarant Cotacachi « Canton écologique », où les mines à grande échelle ne sont pas autorisées. Par ailleurs, les plans territoriaux locaux ne prévoient pas le développement de cette activité.

A l'instar de nombreuses régions d'Equateur, la zone d'Intag a fait l'objet d'un important processus de déforestation, conséquence des dispositions de la loi de réforme agraire de 1964. Pour cette raison, depuis 1997, de nombreuses réserves naturelles ont été créées pour conserver une des dernières forêts de brouillard du pays, et protéger des ressources en eau de cruciale importance. Ces réserves naturelles sont essentielles au TC. Le projet minier se situe justement dans une zone de forêt primaire, dans la réserve naturelle de la Communauté Junin, qui développe un projet de TC, et qui est membre de la FEPTCE. Du fait de l'accès difficile à la zone et d'un manque de publicité initiale, le tourisme s'est développé lentement, situation qui s'améliore depuis la création en 2008 du Réseau écotouristique d'Intag (REI), qui regroupe 11 organisations et coordonne les initiatives touristiques de la région. L'aménagement en cours de la route principale devrait également ôter un obstacle au développement touristique de la zone. En 2013, la REI a obtenu le label du programme Rutas « Tourisme communautaire de qualité soutenable en Amérique Latine », ce qui la transforme en l'une des premières expériences de TC équatorien à obtenir un label international de qualité.



En 2013, la situation s'est compliquée pour les habitants d'Intag, puisqu'il ne s'agit plus de lutter contre des entreprises minières étrangères mais contre l'Etat Equatorien. En effet, celui-ci a décidé d'exploiter le gisement de cuivre (projet Llurimagua, sur le territoire de la communauté Junín), à travers une alliance entre la nouvelle entreprise minière nationale, ENAMI EP, et une entreprise chilienne. L'Etat soutient que les projets miniers développés dans le pays feront preuve de responsabilité sociale et environnementale, qu'ils seront « soutenables ». Il prévoit de développer l'exploitation minière du « Buen Vivir », « l'extraction minière du XXI^{ème} siècle »⁶. La population d'Intag est divisée sur la question minière : une partie est favorable à l'activité car elle y voit une source d'emplois potentielle ; mais une autre partie des habitants continue à s'opposer au projet minier et à défendre le modèle de développement durable alternatif. En septembre 2013, l'ENAMI EP est entrée dans Intag, accompagnée de forces de police, inaugurant une nouvelle période de conflit socio-environnemental dans la région.



Photo : Manifestation pacifique contre le projet Llurimagua, à García Moreno le 7/11/2013, au cours de la Fête citoyenne du « Buen Vivir », où étaient présentes diverses délégations ministérielles, venues pour certaines assurer la publicité du projet minier (Auteur: Roux F.)



⁶ Source : site officiel de ENAMI EP. <http://www.enamiep.gob.ec>.

Ishkay Yaku

Le cas d'Ishkay Yaku met en évidence que la relation positive entre TC, défense des territoires et protection de l'environnement n'est ni automatique, ni simple. Ishkay Yaku est un projet de TC développé initialement par trois communautés amazoniennes de la province de Pastaza, dans le canton Arajuno: San Virgilio, Likino et Atacapi. A l'heure actuelle, San Virgilio s'est retiré du projet et a créé son propre centre touristique. Ishkay Yaku appartient donc aux deux autres communautés, qui forment l'Organisation des communautés indigènes des sources du fleuve Kuraray-Likino, organisation qui gère le centre de tourisme communautaire (CTC) Ishkay Yaku.

Les communautés voient le TC comme un outil pour augmenter leur autonomie, revitaliser leur culture, protéger leur territoire et leur environnement, générer de nouveaux revenus destinés à améliorer leurs conditions de vie, et lutter contre l'exode rural des jeunes. A l'origine, le TC a été financé en Amazonie par des ONG et des Fondations, mais comme ces projets ont commencé à se multiplier dans les années 2000, ils ont attiré de nouveaux acteurs, avec des logiques et de intérêts variés. Au cours des dix dernières années, les compagnies pétrolières se sont positionnées sur le « marché » du TC, répondant aux nécessités de développement local, tout en s'assurant une présence plus ou moins « tolérée » par la population, et en se présentant comme un acteur social et écologique. Cette étude de cas tente d'analyser comment ces entreprises se sont impliquées dans le TC, une activité développée initialement pour lutter contre leur présence en Amazonie (comme le démontre l'exemple du réseau de TC « RICANCIE » dans la province de Napo). L'analyse de ce cas a pour objectif d'attirer l'attention des communautés sur l'origine des financements qu'elles requièrent pour leurs projets de TC. Au moment d'accepter le financement de certains acteurs, comme les entreprises extractives, elles doivent être conscientes



des stratégies de celles-ci et des intérêts qui les animent. Ils peuvent en effet être contraires à ceux des communautés, spécialement dans le domaine territorial et environnemental. Les intérêts principaux des entreprises pétrolières résident dans la réalisation d'une exploitation rentable du brut, qui implique l'accès au territoire et la limitation des conflits avec la population locale.

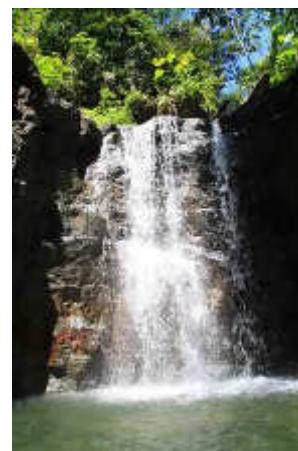
Les territoires des communautés d'Atacapi, Likino et San Virgilio se trouvent dans le bloc pétrolier N°22, mais aussi dans la zone d'influence du champ pétrolier Villano du bloc N°10, qui s'étend sur 200.000 hectares entre les fleuves Kuraray et Pastaza. Ces blocs sont exploités par la compagnie pétrolière AGIP, qui, depuis 2003, a financé aussi bien l'Organisation Kuraray-Likino que ses projets, parmi lesquels figure le TC. Ce faisant, l'entreprise s'acquitte d'une obligation légale : exécuter un Plan de relations communautaires. Sa politique assistencialiste a eu divers effets sur les communautés, tels que l'accroissement des divisions inter et

intra communautaires et la dépendance financière. Une des conséquences importante de cette politique au niveau du CTC réside dans la faible implication de la population dans la construction du projet touristique, qui est surtout perçu comme le projet de l'Organisation Kuraray-Likino financée par AGIP. Le CTC a été opérationnel à partir de 2007, mais les premiers touristes n'ont commencé à arriver qu'à partir de 2011, et de manière très limitée, ce qui a laissé à la population le temps de se désintéresser du projet. Au niveau environnemental, jusqu'à présent, le champ pétrolier existant de Villano a provoqué certains impacts sur le territoire de San Virgilio, (bruit incessant des hélicoptères qui survolent le village avec impact sur le tourisme, violation de la pierre sacrée du village ou l'entreprise a écrit son nom, pollution des eaux et effets sur la production agricole...). Atakapi et Likino ont été moins affectées, bien qu'une pollution de leur rivière ait été signalée.

En 2013, l'exploitation d'un nouveau champ pétrolier est en cours de planification dans le bloc 22, dans la zone de l'Oglan Alto, près d'une forêt protégée. Ce projet provoque l'inquiétude des trois communautés, étant donné que son potentiel de pollution est supérieur à celui de Villano : il se situe à la source de diverses rivières dont dépendent les populations. Le Réseau de CTC du canton Arajuno (Red CTC-CA) se dit très préoccupé dans la mesure où ce nouveau projet pétrolier pourrait provoquer des problèmes sanitaires à long terme, des impacts sur la culture indigène, et détruire la possibilité de développer le TC, qui se base principalement sur le tourisme de nature, qui vit de l'imaginaire de la forêt vierge. L'entreprise a donc participé au développement du TC en tant que projet favorable à la protection de l'environnement, avant de planifier le développement d'activités extractives dont les impacts potentiels peuvent se révéler gravement préjudiciables aux projets de TC financés en partie par l'entreprise.

Cependant, en 2013, la situation a évolué : l'Organisation Kuraray-Likino ne reçoit plus de financement direct du pétrolier, ce qui peut lui donner

plus d'indépendance, mais qui, en contrepartie, la confronte à l'épreuve de l'autonomie financière. Face à la menace de pollution du champ de l'Oglan, l'Organisation utilise désormais l'argument du TC pour demander aux autorités publiques une participation communautaire plus importante dans le contrôle de l'activité pétrolière, et une prévention maximale des possibles impacts environnementaux.



Salango

La communauté de Salango se trouve sur la côte, dans la zone d'amortissement du Parc national Machalilla, où domine la forêt tropicale sèche. Les principaux intérêts touristiques de cette communauté du Peuple ancestral Manta sont son musée archéologique ; l'île de Salango, située juste en face de la communauté ; et ses plages vierges. Ce cas met en évidence la manière dont le tourisme communautaire a été utilisé comme instrument de lutte, d'abord contre la privatisation illégale de terres communales, de chemins et de plages publiques par une entreprise immobilière qui cherchait à s'approprier la zone littorale dans le but d'y développer un projet écotouristique de luxe. Ensuite, le tourisme communautaire a permis de lutter contre la pollution causée par une usine de farine de poisson, construite sur un site archéologique d'importance nationale, et qui freine considérablement le développement du tourisme local. Depuis plus de dix ans, la communauté de Salango fait face aux stratégies de division et de clientélisme de ces deux acteurs. Et depuis plus de dix ans, ses dirigeants sont poursuivis et criminalisés, à tel point que la communauté a été placée sous la protection de la *Defensoria del pueblo*, un organisme public. A plusieurs reprises, les autorités publiques ont cherché à déprivatiser les chemins et les plages vierges et à faire respecter les droits de la communauté, allant jusqu'à placer des forces policières pour maintenir les chemins ouverts. Malgré cela, le propriétaire de l'entreprise immobilière en interdit régulièrement l'accès, empêchant ainsi la communauté d'utiliser l'un de ses principaux attraits touristiques.

En 2013, le canton de Puerto Lopez a été classé Zone touristique protégée (ATP, *Area turistica protegida*) par le Décret 1521 (RO 37 : 16/07/2013), ce qui, au sein de la communauté, suscite à la fois espoir et crainte. En effet, cela peut d'un côté représenter une formidable possibilité de développer le tourisme communautaire, et permettre de sortir des conflits

territoriaux et environnementaux qui empoisonnent la vie de la communauté depuis des années. Le Décret prévoit la relocalisation de l'usine de farine de poisson, dont la présence est considérée comme nuisible au tourisme, ainsi que l'obligation de laisser les plages accessibles. D'un autre côté, le Peuple ancestral Manta voit ses droits territoriaux menacés par le décret, et craint de ne pas être pris en compte lors de la planification touristique qui va être menée sur ses terres.

Ce cas permet d'illustrer l'utilisation du tourisme communautaire comme outil de défense du territoire à différents niveaux. Il a servi à unir une partie de la population autour d'une proposition de développement communautaire alternative et indépendante des deux acteurs économiques cités, et à maintenir la motivation et l'espoir des dirigeants communautaires dans leur lutte territoriale durant plus de dix ans. Il a été un des principaux arguments de la communauté pour revendiquer les territoires illégalement privatisés (privation d'attraits touristiques) et dénoncer la pollution (obstacle au tourisme communautaire). Enfin, il a constitué un soutien financier important pour l'organisation communale qui a mené le combat territorial.



Agua Blanca

Agua Blanca est une communauté côtière située au cœur du Parc national Machalilla (PNM), non loin de Salango. Dans ce cas, le TC a permis de rendre compatible conservation environnementale et présence humaine dans une zone protégée. Lorsque le PNM a été créé en 1979, la communauté vivait principalement d'activités charbonnières, ce qui a provoqué un conflit avec les autorités du parc. Il y a alors eu des rumeurs de déplacement de la population dans d'autres zones du pays. Parallèlement s'est développé sur le territoire communautaire un projet archéologique. Le premier objectif des archéologues était de mener des recherches scientifiques, non de réaliser un projet social. Cependant, ils ont considéré que la pauvreté et l'ignorance étaient les causes du pillage des vestiges archéologiques et qu'il était donc impossible d'effectuer leurs fouilles sans chercher en même temps à favoriser le développement local et la formation des membres de la communauté. Une étroite collaboration s'est alors établie dans le cadre de ce projet d'archéologie participative : les membres de la communauté ont reçu des formations en archéologie, ce qui a débouché sur une revitalisation culturelle qui a permis de reconstituer le Peuple ancestral Manta. La population a découvert le potentiel touristique du territoire et les membres de la communauté ont commencé à pratiquer cette nouvelle activité.

Le TC, qui est devenu la principale activité de la communauté, a permis de réduire drastiquement le charbonnage. De plus, l'augmentation du niveau de sensibilisation environnementale a favorisé un changement dans les pratiques de fabrication du charbon de bois : désormais, on ne coupe plus qu'une partie de l'arbre, pour qu'il puisse se régénérer. Le charbonnage reste une activité économique « de secours », lorsque les alternatives manquent, mais petit à petit, il diminue. Le TC, qui requiert un environnement naturel bien conservé, a créé une pression sociale contre cette activité.

Le TC a par ailleurs joué un rôle clé dans la réconciliation entre la communauté et les autorités du parc, qui estiment désormais que la conservation n'est pas par nature incompatible avec la présence humaine, dès lors que des activités alternatives durables sont développées, pour que les habitants aient des solutions pour vivre dignement. Le cas d'Agua Blanca montre que les communautés peuvent être de précieux alliés pour les autorités environnementales dans les zones protégées. En effet, par sa vigilance territoriale au cœur du parc, la communauté d'Agua Blanca appuie le PNM, qui ne dispose pas des ressources suffisantes pour exercer ce type de contrôle. De plus, avec cette présence humaine au sein du parc, à la protection de l'environnement s'ajoute la préservation de la culture Manta.



Isla Corazón

Isla Corazón est un projet de tourisme communautaire situé dans la province de Manabi, dans l'estuaire du fleuve Chone. Développé en 1999 par des membres des communautés de Portovelo et Puerto Portovelo, avec l'aide du Programme de gestion des ressources côtières, le projet est né de la volonté de s'opposer à la création de piscines d'élevages de crevettes, qui auraient détruit l'une des dernières zones de mangroves de l'estuaire. A cet endroit, les entreprises d'élevage de crevettes ont en effet détruit illégalement 83% de l'écosystème, ce qui a eu pour conséquences une perte de biodiversité, une forte réduction des ressources halieutiques, une pollution de l'eau, une perte de souveraineté alimentaire et une paupérisation de la population. Cela a également participé à la sédimentation de l'estuaire.

Des membres de la communauté se sont formés en tant que guides touristiques, ce qui a débouché sur une revalorisation du patrimoine culturel et naturel local et sur une augmentation du niveau de conscience environnementale. La communauté a alors commencé à reboiser la zone avec des espèces natives de palétuviers. Protégée, gérée et reboisée par les communautés alentours, par les membres de l'association de tourisme communautaire ASOMANGLAR et par ceux de l'Association des pêcheurs artisanaux de Portovelo, l'Isla Corazón a été déclarée en 2002 Refuge de vie sylvestre Isla Corazón et Isla Fragatas (REVISICOF), et fait ainsi partie du Système national des zones protégées d'Equateur. La superficie de l'île est passée de 45 ha en 1998 à 213 ha en 2012, grâce aux efforts de reboisement et à la régénération naturelle. Les associations et les communautés ont également reboisé d'autres zones de l'estuaire, mènent des actions de ramassage de déchets dans la mangrove, collectent et vendent des semences de palétuviers pour reboiser d'autres zones de la côte équatorienne. Jusqu'en 2008, année où le ministère de l'Environnement (MAE) est arrivé dans la zone, la réserve était

principalement gérée par les membres des deux associations citées ci-dessus. En effet, pour les habitants, la mangrove est importante tant pour le développement des activités touristiques que pour la pêche et la collecte de coquillages.

Au vu des actions de protection de la mangrove menées par les communautés de l'estuaire, il paraît logique qu'elles soient impliquées dans la gestion de cet écosystème, qui constitue la base de leur subsistance et de leur culture. Néanmoins, depuis 2008, le MAE gère seul la réserve REVISICOF. Cette attitude complique le travail de l'association de TC, dont les membres se sentent intimidés, voire menacés par les gestionnaires de la réserve. Ce manque de collaboration et de reconnaissance du travail de conservation des associations locales génère des confrontations avec le MAE.



Tendances globales

En analysant un échantillon de 21 expériences de TC, parmi lesquelles figurent des centres touristiques autonomes et des réseaux locaux de TC qui peuvent regrouper jusqu'à dix projets, on constate que le discours de la FEPTCE, qui lie positivement tourisme communautaire, protection de l'environnement et défense des territoires, se retrouve dans la pratique. Néanmoins, il existe certains facteurs limitants tels que l'implication d'entreprises extractives dans le financement du TC, ou l'absence, dans de nombreux projets, de systèmes adéquats de traitement des eaux usées (dans 58% des cas, elles sont canalisées vers des trous creusés dans le sol) ou des déchets (ramassage public inexistant, qui conduit à un enfouissement local des déchets inorganiques dans 31% des cas). Malgré tout, le TC reste un tourisme de faible densité, dont l'impact environnemental est fortement réduit.

Dans la plupart des cas, le TC est associé à des pratiques favorables à l'environnement : tous les projets analysés signalent au moins une mesure liée à la protection de l'environnement, bien qu'il existe des différences notables entre les communautés, certaines étant beaucoup plus impliquées que d'autres à ce sujet. Parmi les actions les plus répandues, on trouve la reforestation (48% des cas), la création de réserves naturelles communautaires (28,5%), et des initiatives d'éducation environnementale de la jeunesse (28,5%).

Par ailleurs, dans tous les cas analysés, la sensibilisation de la population à l'environnement a augmenté, ce qui débouche souvent sur des changements de pratiques. Dans 48% des cas, le déboisement a été réduit ou abandonné⁷ ; dans 28,5% des cas, la gestion des déchets a été

⁷ Il convient de noter que tous les projets de l'échantillon ne pratiquaient pas le déboisement avant de se tourner vers le tourisme communautaire.

améliorée ; 24% ont réduit ou abandonné la chasse ; et 24% se sont convertis à l'agriculture biologique.

Au point de vue territorial, on peut observer une augmentation des conflits territoriaux et/ou environnementaux avec des acteurs extérieurs. Les nouveaux conflits concernent principalement des projets miniers (Intag, soit 13% du nombre total de cas) et l'extension de la zone d'exploitation pétrolière en Amazonie (29% des cas). Presque tous les projets de TC qui se trouvent en Amazonie sont confrontés à des menaces liées à l'activité pétrolière, depuis des pollutions limitées ne nuisant pas réellement aux activités touristiques, jusqu'au danger de destruction du projet de TC. La situation est particulièrement préoccupante pour les projets qui font face à différentes menaces, comme c'est le cas du réseau de TC du canton Arajuno, dont certaines communautés membres sont menacées à la fois par la création de nouveaux puits pétroliers et par l'exploitation forestière.

D'autres tensions sont directement liées au ministère de l'Environnement (19% des cas) ou à d'autres pouvoirs publics (20% des cas). En général, elles sont dues à un manque de concertation et de collaboration entre ces autorités et les communautés. Le niveau de ces tensions varie, depuis le manque limité de collaboration jusqu'au conflit, lorsque des mesures affectant le territoire communautaire sont prises sans consultation de la population, ou lorsque la participation de la communauté dans la gestion de zones protégées est ignorée, alors que ce sont historiquement les communautés, et non les pouvoirs publics, qui ont protégé les zones naturelles.

L'Equateur, pays si diversifié, peut convertir sa richesse naturelle en atouts touristiques majeurs. A cet égard, le TC peut contribuer au Buen Vivir de la population, à la protection de l'environnement et à la lutte contre la pauvreté. Il est compatible avec d'autres activités économiques soutenables, comme l'agroécologie. Néanmoins, il se trouve actuellement confronté à différents défis, tels que l'amélioration de la qualité des services, l'augmentation de la rentabilité, une plus grande captation du tourisme national et, de manière générale, la consolidation des projets de TC qui, pour la plupart, sont encore en développement. Pour que le TC tienne ses promesses, l'appui des pouvoirs publics est nécessaire, en collaboration et en concertation avec les communautés, tout comme la mise en place de politiques publiques promouvant la protection de l'environnement et les alternatives durables, particulièrement dans les zones à haut potentiel touristique.

Novembre 2013

Nom de l'étude complète en espagnol:

Roux Fanny. 2013. *Turismo Comunitario ecuatoriano, conservación ambiental y defensa de los territorios*. Federación Plurinacional del Turismo Comunitario del Ecuador (FEPTCE). Ecuador.

Résumé et étude complète disponibles à l'adresse: <http://www.feptce.org/>

Contact de l'auteur: fanny.roux01@gmail.com

Tous droits réservés ©.